

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Alice GUILLOUX

Dossier n° N° RG 20/01261 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-M3PH
Minute n° : 20/00242

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE QUATRIEME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 13 Novembre 2020 à 10h01

Nous, Alice GUILLOUX, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet des Bouches du Rhône le 26 mai 2020 à l'encontre de [REDACTED]

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DES ALPES MARITIMES** le 30 août 2020 à l'encontre de :

[REDACTED]
né le 13 Septembre 1997 à TUNIS (TUNISIE)
de nationalité Tunisienne

notifiée à l'intéressé le 30 août 2020 à 17h00 ;

Vu l'ordonnance rendue le 1er septembre 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Nîmes prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours, confirmée par la Cour d'Appel de Nîmes le 03 septembre 2020 ;

Vu l'ordonnance rendue le 29 septembre 2020 par le juge des libertés et la détention du Tribunal judiciaire de Nîmes, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une durée de **trente jours**.

Vu l'ordonnance rendue le 29 octobre 2020 par le juge des libertés et la détention du Tribunal judiciaire de Nîmes, prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une durée de quinze jours, confirmée par la Cour d'Appel de Nîmes le 30 octobre 2020 .

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 12 Novembre 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 12 Novembre 2020 à 12h59 tendant à la prolongation de la rétention de [REDACTED] dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée ~~supplémentaire de quinze jours~~ ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émis par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de Monsieur **LE PREFET DES ALPES MARITIMES**, ou son représentant, dûment habilité ;

en présence de Monsieur Mohamed TRISSIA interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

[REDACTED] présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Adeline BALESTIE, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

[REDACTED] déclare par le truchement de l'interprète : j'ai passé trop de temps dans le centre. Je suis fatigué. Depuis deux mois, ils ne sont pas venus pour me faire le test. Je veux quitter la France. Je vous demande une chance pour quitter la France. Je partirai directement.

Mention la prescrite demande à l'intéressé si le 11 novembre il a été amené à l'aéroport :
je ne me rappelle plus la date exacte mais au mois d'août ils m'ont amené au port deux fois. Et depuis ils ne sont jamais revenu me voir. Non ils ne sont pas venu me voir depuis.

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond :
le 09 novembre ils auraient été amené pour faire un test PCR, et la préfecture a fait un raccourci et dit qu'il a refusé d'embarquer. On ne sait pas intéressé sur les conditions dans lesquelles le test PCR allait être fait. Il a une seule crainte c'est d'être contaminé dans la réalisation du test PCR.

Mention la prescrite demande à l'intéressé : est-ce que vous avez refusé de faire le test PCR il y a deux jours.

[REDACTED] déclare par le truchement de l'interprète :
ils sont venus au tout début de ma rétention à Nîmes ou ici ils ne sont pas venus me demander de faire un test. Je suis vraiment fatigué, j'ai bien compris que je dois quitter la France.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Le Préfet des Alpes Maritimes sollicite une quatrième prolongation de la mesure de rétention administrative à l'encontre de [REDACTED]

L'avocate de [REDACTED] soutient qu'il n'a pas refusé d'embarquer et que l'on ne sait pas dans

quelles conditions un test PCR lui aurait été proposé.

Selon l'article L552-7 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile :

“Quand un délai de vingt-huit jours s'est écoulé depuis l'expiration du délai de quarante-huit heures mentionné au I de l'article L. 551-1 et en cas d'urgence absolue ou de menace d'une particulière gravité pour l'ordre public, ou lorsque l'impossibilité d'exécuter la mesure d'éloignement résulte de la perte ou de la destruction des documents de voyage de l'intéressé, de la dissimulation par celui-ci de son identité ou de l'obstruction volontaire faite à son éloignement, le juge des libertés et de la détention est à nouveau saisi.

Le juge peut également être saisi lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé ou de l'absence de moyens de transport. Il peut également être saisi aux mêmes fins lorsque la délivrance des documents de voyage est intervenue trop tardivement pour procéder à l'exécution de la mesure d'éloignement.

Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues aux articles L. 552-1 et L. 552-2. S'il ordonne la prolongation de la rétention, celle-ci court à compter de l'expiration du délai de vingt-huit jours mentionné au premier alinéa du présent article et pour une nouvelle période d'une durée maximale de trente jours.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, si l'étranger a été condamné à une peine d'interdiction du territoire pour des actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV du code pénal ou si une mesure d'expulsion a été prononcée à son encontre pour un comportement lié à des activités à caractère terroriste pénalement constatées, le juge des libertés et de la détention près le tribunal judiciaire de Paris peut, dès lors qu'il existe une perspective raisonnable d'exécution de la mesure d'éloignement et qu'aucune décision d'assignation à résidence ne permettrait un contrôle suffisant de cet étranger, ordonner la prolongation de la rétention pour une durée d'un mois qui peut être renouvelée. La durée maximale de la rétention ne doit pas excéder six mois.

Avant l'expiration de la durée maximale de rétention prévue aux troisième ou quatrième alinéas, le juge compétent peut, à titre exceptionnel, être à nouveau saisi lorsque, dans les quinze derniers jours, l'étranger a fait obstruction à l'exécution d'office de la mesure d'éloignement ou présenté, dans le seul but de faire échec à la mesure d'éloignement, une demande de protection contre l'éloignement au titre du 10° de l'article L. 511-4 ou du 5° de l'article L. 521-3 ou une demande d'asile dans les conditions prévues aux articles L. 551-3 et L. 556-1 ou lorsque la mesure d'éloignement n'a pu être exécutée en raison du défaut de délivrance des documents de voyage par le consulat dont relève l'intéressé et qu'il est établi par l'autorité administrative compétente que cette délivrance doit intervenir à bref délai. L'étranger est maintenu en rétention jusqu'à ce que le juge des libertés et de la détention ait statué. Le juge statue par ordonnance dans les conditions prévues au présent article. S'il ordonne la prolongation de la rétention, la prolongation court à compter de l'expiration de la dernière période de rétention pour une nouvelle période d'une durée maximale de quinze jours. Si l'une des circonstances mentionnées à la première phrase du présent alinéa survient au cours d'une période de prolongation ordonnée en application du présent alinéa, le juge peut être à nouveau saisi dans les mêmes conditions. Toutefois, la rétention ne peut être prolongée plus de deux fois en application du présent alinéa et sa durée maximale ne peut excéder quatre-vingt-dix jours ou, par dérogation, deux cent-dix jours dans le cas prévu au quatrième alinéa.

L'article L.552-6 est applicable.”

En l'espèce, la rétention administrative de [REDACTED] a été prolongée une troisième fois par le juge des libertés et de la détention de Nîmes le 29 octobre 2020.

Dans sa saisine en date du 12 novembre 2020, le Préfet des Alpes Maritimes sollicite une quatrième prolongation au motif que [REDACTED] a refusé d'embarquer sur le vol qui était prévu le 11 novembre 2020.

Cependant le Préfet ne justifie aucunement de ce refus d'embarquer alors que [REDACTED] soutient qu'il ne lui a pas été proposé de prendre un vol le 11 novembre 2020.

Il n'apparaît au dossier ni un éventuel routing pour le 11 novembre 2020 ni un procès-verbal de police relatant le refus d'embarquer [REDACTED]

Seule figure au dossier la demande de prolongation de la rétention adressée au Préfet de la part du chef de l'unité d'identification et d'éloignement qui indique que [REDACTED] a refusé de se soumettre au test PCR le 9 novembre 2020.

O [REDACTED] soutient qu'il ne lui a pas été proposé de se soumettre à un test PCR le 9 novembre 2020 et il ne figure au dossier aucun procès-verbal relatant cet événement. Le chef de l'unité d'identification et d'éloignement n'indiquant pas avoir lui-même constaté le refus de l'intéressé de se soumettre au test PCR, son courrier adressé au Préfet est insuffisant pour établir la réalité et les conditions dans lesquelles cet événement aurait eu lieu.

Dès lors, il convient de considérer que le Préfet ne justifie pas de l'obstruction à l'exécution de la mesure d'éloignement dans les 15 derniers jours qu'il invoque dans sa saisine.

En conséquence, les conditions permettant une quatrième prolongation de la mesure de rétention n'étant pas établies, la requête du Préfet sera rejetée.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de Monsieur **LE PREFET DES ALPES MARITIMES** ;

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que [REDACTED] est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

INFORMONS [REDACTED] que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 13 Novembre 2020 à 10 h 34.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 13 Novembre 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,

Par courriel

Le représentant du préfet,

Par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 13 Novembre 2020 à *10 h 47*,

Le greffier,

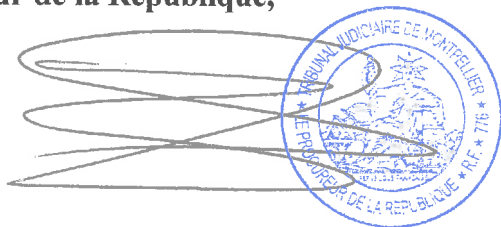


Stéphane BÈRES
VICE-PROCUREUR

Nous,

, déclarons *ne pas* interjeter appel de la présente décision,

Le procureur de la République,



Constatons que le 13 Novembre 2020 à *11 h 33*, le procureur de la République *n'* a *pas* interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,

